



V a u C l u s e T é l é G r a p h e I l l u s T r é

AVRIL 2016



THÉORIE DU COMLOT

NON Michael Jackson et Elvis Presley ne sont pas morts !!!!!

NON Neil Armstrong n'a pas marché sur la lune !!!!

OUI la CIA a fomenté l'assassinat de JFK !!!!!

Nous ne le savions pas encore mais c'est maintenant avéré : notre DDFiP est **un conspirationniste**.

Et toujours prompt à apporter sa pierre à l'édifice, il a lui-même créé sa petite théorie : Oui la CGT est à l'origine des futurs **risques psycho-sociaux** (RPS) des employés supérieurs !

Heureusement nous avons été vertement sermonnés et nous ne sommes pas près de recommencer... bouhhhhh les vilains !!!!

Sauf que si !! On va recommencer parce qu'on a de la suite dans les idées. Discutons donc du contenu et du contenant, du fond et de la forme.

Sur la forme, comment ne pas s'interroger sur la façon dont **la direction s'en est pris à une élue de la CGT** dans le cadre d'une préparation d'une réunion institutionnelle ?

Apparemment, il leur plaît de laver leur linge sale en public.

Sur le fond, penser mettre en cause une organisation syndicale en la rendant responsable de harcèlement et de RPS sur des agents voire des directeurs, il fallait oser !!!!!

Il est admirable de noter comment la direction reste sourde aux arguments des organisations syndicales lors des réunions à ce sujet et que soudain les RPS deviennent valides quand notre DDFiP en a besoin.

Nous vous avons heurté monsieur le Directeur ? Vous qui aimez tous vos agents et qui ne cessez de le leur prouver ?! (ah bon ?)

Eh bien *mea culpa* ! Nous dirons que c'est pour toutes les fois où c'est vous qui nous avez **déçu, menti et agacé**... Quant à dire que c'est la dernière fois...

Qui vivet videbit !

LA DGFIP INVENTE LE GUICHET FISCAL INIQUÉ

Il y a sept ans, la fusion nous était imposée, avec son cortège de promesses, de vœux pieux et de désillusions. Le ruban entourant ce cadeau empoisonné (ou la cerise sur ce gâteau indigeste) se nommait « administration centrée usagers ». On allait voir comment, en faisant plein de chouettes gains de productivité, on allait supprimer de vilains emplois et être super sympas avec les usagers !

On mesure aujourd'hui le chemin parcouru.

Le guichet fiscal unique, outil central de cette politique, a vu son utilisation décliner au même rythme que les emplois à la DGFIP. Quid du coût de l'application gaïa et des formations massivement suivies par les agents concernés, au moment où elle est abandonnée ? Comment justifier la contradiction entre la (louable) intention d'offrir aux contribuables un service de proximité et la volonté actuelle de réduire le réseau des trésoreries ?

Le virage a été amorcé quand notre administration, sans l'affirmer ni l'assumer, a renoncé à prendre en charge l'intégralité des appels téléphoniques reçus (services impôts des particuliers, trésoreries mixtes,...). La DGFIP se retrouve dans la position de l'**apprenti sorcier** qui a ouvert tous les robinets et doit écopier avec une cuiller. Téléphone, messagerie, accueil physique, la coupe est pleine. La direction générale a dû en faire le constat et amorcer un rétropédalage spectaculaire depuis trois ans.

Cela explique la réduction de l'amplitude horaire dans les services l'année dernière qui a marqué le début de ce revirement. Il connaît aujourd'hui son aboutissement avec la volonté de **chasser**, le mot n'est pas trop fort, **les usagers de nos services**. Certains d'entre vous ont sans doute vu cette magnifique plaquette intitulée "Avez-vous vraiment besoin de vous déplacer ?" Tout est dit et l'émoi suscité par la fuite d'une note interne dans les Alpes maritimes a créé un début de panique chez nos cravatés. En effet, ça ne passe pas du tout dans la population, les opérations de sensibilisation du public que nous avons menées en intersyndicale on montré l'attachement des usagers au contact humain de l'administration et **le rejet très net du "tout internet"**. En une journée, au cours de ces opérations, la pétition intersyndicale a recueilli plus de mille signatures.

Tous les moyens sont bons pour tenir le public à distance de nos guichets. Ils veulent maintenant réduire les encaissements en liquide au minimum. L'imagination des crânes d'œufs de Bercy est sans limite. Après le seuil des 300€, ils ont pondu le concept de **caisse sans espèces**. Les usagers de la trésorerie de Mormoiron en font déjà les frais. Le papy de Sault dont on a fermé la trésorerie devra aller courir à Carpentras pour payer en espèces sa facture de soins à domicile !

C'est ça le service public ?

On comprend mieux l'empressement de Gilles Gauthier à mettre en place les **caisses uniques** dans le département. Les collègues de Carpentras et d'Orange ont été à leur corps défendant les précurseurs de leur mise en place, permettant à notre directeur de se vanter dans la presse en piétinant allègrement l'idée d'un service public de proximité. Son but est simple : éliminer tout le réseau des trésoreries du département !

Depuis quelques semaines, les impôts des particuliers, ceux des professionnels, ainsi que tous les paiements gérés par la trésorerie municipale d'Avignon et la paierie départementale sont concentrées à la caisse du service impôts des particuliers. **Une véritable usine à gaz** qui conduira à des situations ubuesques ! Un usager venant s'acquitter de la formalité de l'enregistrement pour, par exemple, une donation doit se présenter à l'accueil du service qui l'enverra payer au SIP pour revenir à l'enregistrement finaliser la formalité, tout cela dans un contexte sécuritaire qui l'obligera à montrer patte blanche plusieurs fois à l'entrée de la cité.

Les problèmes commencent d'ailleurs déjà à se cristalliser au futur méga-accueil d'Avignon. Caisse unique, bornes CAF et pourquoi pas y concentrer tout l'accueil des usagers de la DGFIP ? La création de la caisse unique complique par exemple l'accueil du SIE avec en plus la perspective du départ de l'enregistrement au SPF. Dans un contexte où le préfet (soi disant) exige que plus un seul usager ne pénètre dans **une cité administrative sanctuarisée**, ça n'est pas de la science-fiction.

Mais alors posons les bonnes questions : quelle adaptation des locaux, quelle répartition de l'accueil « généraliste » ? Comment gérer cet énorme flux d'usagers, à fortiori pendant les périodes d'échéance de l'impôt sur le revenu et des impôts locaux ?

À cet égard, la fronde des vérificateurs qui refusent de collaborer à la campagne d'impôt sur le revenu est révélatrice de points de friction qui vont se multiplier. Personne n'avait pensé que **la fermeture les mardis et jeudis après-midi**, qui plus est sur une période comprenant plusieurs jours fériés, perturberait le déroulement de la campagne ! Pourtant, lors de la mise en place de ces nouvelles modalités d'ouverture, cette période, ainsi que les campagnes des « avis » (IR et impôts locaux) devaient faire exception. On comprend mieux maintenant le refus de la direction de procéder à un point d'étape en comité technique local !

C'est symbolique de la considération que notre administration accorde désormais à ses usagers, et notamment les plus fragiles.

Au niveau national, le développement des **centres de contact** et l'accélération de la mise en place de **la réception sur rendez-vous** confirment cette tendance et donnent, en théorie, les moyens aux directions locales, de réduire la voilure sur l'accueil.

Qui en pâtira ? Nos missions et les usagers, bien sûr, mais surtout les agents de cette direction.

PPCR : Pourquoi est-ce un trompe l'œil ?

Récemment la CGT-FP84 vous a fait suivre un lien permettant de simuler le montant de votre traitement mensuel brut avec la mise en place de la nouvelle grille indiciaire. Certains d'entre vous (notamment chez les agents C) auront alors noté que leur salaire allait augmenter.

Formidable !!!!! Sauf que non.

En effet, cet accord n'est pas favorable aux agents, car derrière les revalorisations indiciaires qui s'appliqueront d'ici 2020 se cache une volonté de remettre en cause les principes qui fondent le Statut général de la Fonction Publique.

Cet accord ne va pas :

- améliorer les débuts de carrières puisque les durées des premiers échelons augmentent dans toutes les catégories ;
- générer des déroulements de carrière plus équitables, c'est même tout le contraire. À chaque étape de la carrière correspondra un mode de reconnaissance de la valeur professionnelle : il s'agit de revoir la logique de l'avancement en faisant la part belle à l'individualisation des carrières et des rémunérations. En clair, la notion de durée moyenne dans l'échelon est supprimée (cadencement unique d'avancement dans l'échelon à l'ancienneté) ;
- revaloriser le montant des pensions et retraites : le gouvernement n'a pas mené une réflexion de fond sur l'intégration des primes dans le traitement et s'est contenté de mesures symboliques.

En outre, si votre salaire se trouve augmenté, c'est parce qu'y sont intégrées les primes annuelles.

Par exemple, sans PPCR, un agent C principal, 2ème Classe 7ème échelon depuis mi-décembre 2015 perçoit actuellement 1602,10€ brut. Parallèlement il perçoit sa prime versée en janvier et en juin. Sans réduction, il passera 8ème échelon le 15/12/2017 pour une rémunération de 1666,90€ brut avec une prime toujours annualisée.

Avec le PPCR, le même agent sera reclassé 6ème échelon au 01/01/2017 et la prime est intégrée au traitement brut. Il percevra alors 1630,30€. Il passera 7ème échelon le 15/12/2017 pour un traitement de 1695,50€.

Donc en comparaison au 15/12/2017, cet agent gagne $(1695,50 - 1666,90) = 28,60€$ brut mais n'a plus sa prime. Pour couronner le tout, il passera 8ème échelon le 15/12/2019 et restera donc 4 ans à l'échelon 7, avec un indice légèrement majoré.

Il est concrètement bien perdant y compris sur son revenu.

ÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈ

Avril 2016 :

La déclaration nouvelle est arrivée !



Et c'est reparti pour une nouvelle campagne d'impôt sur les revenus. Tous les services sont dans les starting-blocks. Tous ? Non, les agents des SIP Avignon Ouest et Est réunis en un seul SIP Avignon depuis le 1^{er} janvier 2016 ont dû attendre le 05 avril afin que la fusion de leurs MMA soit enfin effective ! Mais bon, pas de panique : question MMA c'est zéro tracas, zéro blabla paraît-il !!!

Rendez-vous en terre inconnue

Frédéric Lopez a bien failli annuler le prochain épisode de sa célèbre émission "Rendez-vous en Terre Inconnue". Il avait, pour l'occasion, choisi en guest-star Gilles Gauthier, célèbre Directeur des Finances Publiques de Vaucluse. La destination, longtemps restée secrète pour les besoins de l'audimat s'est en



effet révélée beaucoup plus dangereuse que prévue. Il faut avouer qu'à l'arrivée de l'équipe envoyée par la direction, la tribu des **Naranjas*** s'est

montrée particulièrement vindicative en réclamant des conditions de travail décentes (des locaux propres, une alarme en état de fonctionnement, un GFA opérationnel, des box d'accueil fin prêts...) et en refusant de commencer le tournage de l'émission. C'était assez inattendu de la part d'une tribu habituée à vivre dans des conditions précaires et dans un milieu dégradé.

La production a dû se plier aux exigences, la mort dans l'âme et modifier le scénario : "le spectacle doit continuer !!!!!"

(* : oranges)

Sécurité : qui va piano va (non) sano :

Cela fait plusieurs mois maintenant que la CGT a interpellé la direction sur les problèmes de sécurité sur les sites de Carpentras et d'Avignon.

Petit rappel :

À Carpentras, il n'y a pas de sortie de secours digne de ce nom et à Avignon, les portillons « piétons » de la cité administrative sont fermés à clé et ne peuvent être débloqués simultanément en cas d'incendie ou d'intrusion violente. La direction a annoncé des travaux imminents, de mise aux normes, mais les agents de l'Hôtel des Finances de Carpentras n'ont toujours rien vu venir.

Pour Avignon, si la direction assure qu'elle va commencer les travaux, pour l'instant, c'est toujours une souricière. On ne doit pas avoir la même notion de l'urgence.



Audiences toxiques :

À la suite de la campagne intersyndicale (CGT-Solidaires-FO) proposant aux collègues la rédaction de fiches d'alerte par services, le centre des impôts fonciers d'Avignon et la trésorerie de Vaison la Romaine ont sollicité des audiences chez le directeur en présence de représentants des syndicats.

Il faut croire que cette perspective effraie notre directeur qui a imposé aux collègues des « visites de services » en excluant toute présence syndicale extérieure. À cette occasion, parmi d'autres énormités, il a incité les collègues à temps partiel à reprendre à temps plein pour pallier le manque d'emplois, car « une fois que les enfants sont élevés, il faut retourner au travail mesdames ».

Au final, les collègues de Vaison, qui insistaient, se sont vu proposer une audience à 17 heures, à deux personnes maximum, avec le numéro deux de la direction. Quelqu'un a dit mépris ?



Les Grandes Manœuvres sur APT ont débuté...

Notre cher directeur accompagné de l'édile d'Apt (toujours dans la sphère politique, notre DDFIP) a rencontré les agents d'Apt pour leur annoncer les projets prévus début 2017.

La fermeture de Gordes a été confirmée avec transfert du recouvrement des Particuliers au SIP-SIE sans l'arrivée d'agents (un ensemble de personnes réparti sur 9 communes). Sur le site d'Apt, une maison des Services Publics va voir le jour sans avoir été nommée ainsi puisqu'outre l'ensemble des services des Finances Publiques regroupé sur le même site, les services de la Sous-Préfecture et du Rectorat seront présents.

Ce regroupement, au niveau des Finances Publiques, va entraîner, pour notre direction dans leurs "sombres" calculs, un gain de personnel avec une caisse unique et un accueil revu.

Et pour terminer ce compte-rendu de manœuvres, les agents du SIP/SIE d'Apt sont tous affectés en Fiscalité Personnelle (en conformité avec la DG). Le danger pourrait être la remise en question de la partie Fiscalité Professionnelle sur Apt. À bon entendeur, cela s'est ainsi déroulé au SIP/SIE de Calvi par exemple, qui a vu la fin de ses missions au niveau des Professionnels... Nous suivrons avec attention le dossier d'Apt sur lequel le Directeur a rassuré les agents sur place mais quand nous connaissons le "savoir-faire de notre directeur, la méfiance doit être de mise...

